

MICHEL CANEVET

Sénateur du Finistère
Membre de la commission des Finances



Édito

Juillet 2021 – Lettre n° 29

La période estivale arrive, avec la levée depuis le 1er juillet des restrictions sanitaires, et une saison touristique que l'on annonce bonne, la Bretagne constituant une destination privilégiée pour de nombreux concitoyens.

Il est nécessaire que les métiers de service, nombreux en Finistère, puissent être relancés activement après une longue période d'arrêt. Malgré ce contexte sanitaire, l'économie finistérienne se porte plutôt bien. Dans le bâtiment, les entreprises manquent de bras et de matériaux pour boucler les projets.

L'immobilier se vend bien sur l'ensemble du département, générant de belles recettes de droits de mutation pour nos collectivités.

Dans l'industrie, on recense plusieurs projets d'investissements, augurant une anticipation de la reprise. Si cela peut faire baisser le chômage, désormais autour de 6,6% en Finistère, nous pourrions nous réjouir de résultats en la matière. Il incombe au nouveau Conseil départemental, présidé par Maël de Calan, de favoriser la réinsertion professionnelle des trop nombreux bénéficiaires du RSA.

Restent les secteurs agricole et de la pêche. Si cette dernière activité se porte mieux après la réouverture des restaurants, son avenir passera par le renouvellement des hommes et des navires. L'agriculture connaît, hélas, toujours des problèmes de prix de vente pas assez rémunérateurs pour nos exploitants, que la nouvelle PAC ne peut compenser assez. J'attends à la rentrée le texte EGALIM 2 pour ajuster les politiques publiques en la matière.

Bel été à chacun

Michel CANÉVET



Projet de loi climat / soutien aux ALEC



Le mardi 29 juin, le Sénat a adopté le projet de loi visant à lutter contre le dérèglement climatique et à renforcer la résilience face à ses effets. Ce texte propose notamment de faire du train un bien de première nécessité en réduisant le taux de TVA sur les billets à 5,5 %. J'ai pour ma part tenu à défendre les agences locales de l'énergie et du climat (ALEC) qui ont récemment vu leur charge augmenter. Ces ALEC favorisent la transition énergétique et permettent, en améliorant

l'autonomie

énergétique, de lutter contre la précarisation des habitants. J'ai par ailleurs défendu un amendement, adopté par le Sénat, permettant d'assouplir la loi Littoral, afin de favoriser l'installation de centrales à énergie renouvelable, comme des centrales solaires, sur des zones dégradées (exemple d'une décharge), un sujet important pour les communes littorales du Finistère.

Retrouvez ici l'état d'avancement du texte et les principales mesures, en cliquant sur le lien ci-dessous :

http://www.senat.fr/espace_presse/actualites/202102/climat/pjl_climat_et_resilience.html

Projet de loi « 3DS »

Ce texte tend à favoriser la différenciation territoriale, la décentralisation et la déconcentration. La simplification de l'action publique est aussi un des principaux objectifs de ce projet de loi. J'ai notamment insisté, à travers un amendement, sur l'importance de la libre administration (et de la différenciation) pour les collectivités territoriales. Le récent rapport de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales est clair : 94% des élus sont favorables à une adaptation de la répartition des compétences entre communes et intercommunalités en fonction des réalités locales.

Aller plus loin : cliquer sur le lien ci-dessous :

http://www.senat.fr/espace_presse/actualites/202105/differenciation_decentralisation_deconcentration_et_simplification.html

Projet de loi de finances rectificative pour 2021



Ce projet de loi vise à accompagner et à soutenir les entreprises, les collectivités et certains publics fragiles pendant la période de transition vers la sortie de la crise. Il contient différentes dispositions accompagnant les secteurs de la culture et du sport. Un « Pass Sport » est notamment prévu pour les jeunes issus de familles modestes et les personnes en situation de handicap afin de faciliter l'adhésion à des associations sportives. J'ai pour ma part fait adopter au Sénat un amendement qui permet, au vu de la période compliquée que nous traversons, la donation entre parents sans droits et sans conditions d'usage à titre exceptionnel, afin de favoriser la mobilisation de l'épargne et ainsi accompagner la relance.

Développement solidaire et lutte contre les inégalités mondiales



Le projet de loi relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales a été examiné en mai au Sénat. L'objectif du gouvernement est de porter le budget de la France dédié à la solidarité dans le monde à 0,7% du PNB en 2025. Pour cela, la priorité doit être à l'investissement dans les biens publics mondiaux, pour prévenir les différentes crises mondiales, ainsi qu'au développement de la logique de partenariat avec les pays concernés. Les Sénateurs ont tenu à insister sur l'importance de certaines aides françaises dans les pays pauvres, pour renforcer les droits des femmes et des enfants. Une liste de 19 pays prioritaires de l'aide au développement française a été dressée, principalement en Afrique. En tant que rapporteur spécial de la mission budgétaire de l'aide publique au développement, je me suis particulièrement impliqué dans ce projet de loi. A ce jour, une Commission mixte paritaire est chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion.

MES PRIORITÉS



Équité fiscale et situation des entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics

J'ai attiré l'attention de Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, concernant l'utilisation du gazole non routier (GNR) par les exploitants agricoles et les entreprises de travaux publics. En effet, il a été annoncé récemment que les exploitants agricoles bénéficieront, à partir du 1er juillet 2021, d'un nouveau carburant « agricole » qui remplacera le GNR. De leur côté les représentants des artisans de travaux publics et du paysage regrettent qu'il n'ait pas été prévu que les entreprises de travaux publics travaillent avec du gazole blanc. J'ai rappelé au ministre que ce secteur, déjà durement touché par la crise avec une baisse d'activité de l'ordre de 14% en 2020, n'avait pas besoin de cela. Le Gouvernement s'était notamment engagé à créer un carburant spécifique bâtiment et travaux publics (BTP) et à dresser une liste d'engins et de matériel de travaux publics qui utiliseront ce nouveau carburant.

Le ministre m'a répondu que le Gouvernement avait décidé de proposer le report au 1er janvier 2023 de l'entrée en vigueur de cette réforme. Ce report a été acté par le vote du projet de loi de finances rectificative au Sénat.

Retrouvez ici le détail de ma question, ainsi que la réponse du ministre en cliquant ci-dessous :

https://www.senat.fr/basile/visio.do?id=qSEQ210522634&idtable=q397287%7Cq396719%7Cq395660%7Cq392392%7Cq390318%7Cq398913%7Cq398365%7Cq397131%7Cq396343%7Cq396431&_s=14083S&rch=qa&de=19780101&au=20210706&dp=1+an&radio=deau&appr=text&aff=sep&tri=dd&off=0&afd=ppr&afd=pp



Mission d'information sur « l'ubérisation »

Le 22 juin dernier, à la demande du groupe communiste du Sénat, la haute assemblée a installé une mission d'information intitulée « l'ubérisation de la société : quel impact des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? », dont je suis vice-président.

Différentes auditions ont déjà eu lieu : M. Bruno Mettling, chargé par le ministère du travail de coordonner une mission sur l'emploi des travailleurs des plateformes numériques, et Mme Uma Rani, chercheuse à l'Organisation internationale du travail, co-auteur du rapport « Les plateformes de travail numérique et l'avenir du travail : Pour un travail décent dans le monde en ligne » sont venus nous parler de ce phénomène d'ubérisation qui touche un nombre croissant de secteurs. L'objectif du Sénat est de rendre un rapport sur cette nouvelle forme du travail qu'est l'ubérisation d'ici fin septembre 2021. Cette mission complète les travaux que je mène actuellement avec mes collègues Fabien Gay et Martine Berthet, pour la délégation sénatoriale aux entreprises, sur l'évolution des modes de travail et défis managériaux : comment accompagner entreprises et travailleurs.

http://www.senat.fr/commission/missions/uberisation_de_la_societe.htm

**OUBLIES DU
SEGUR**

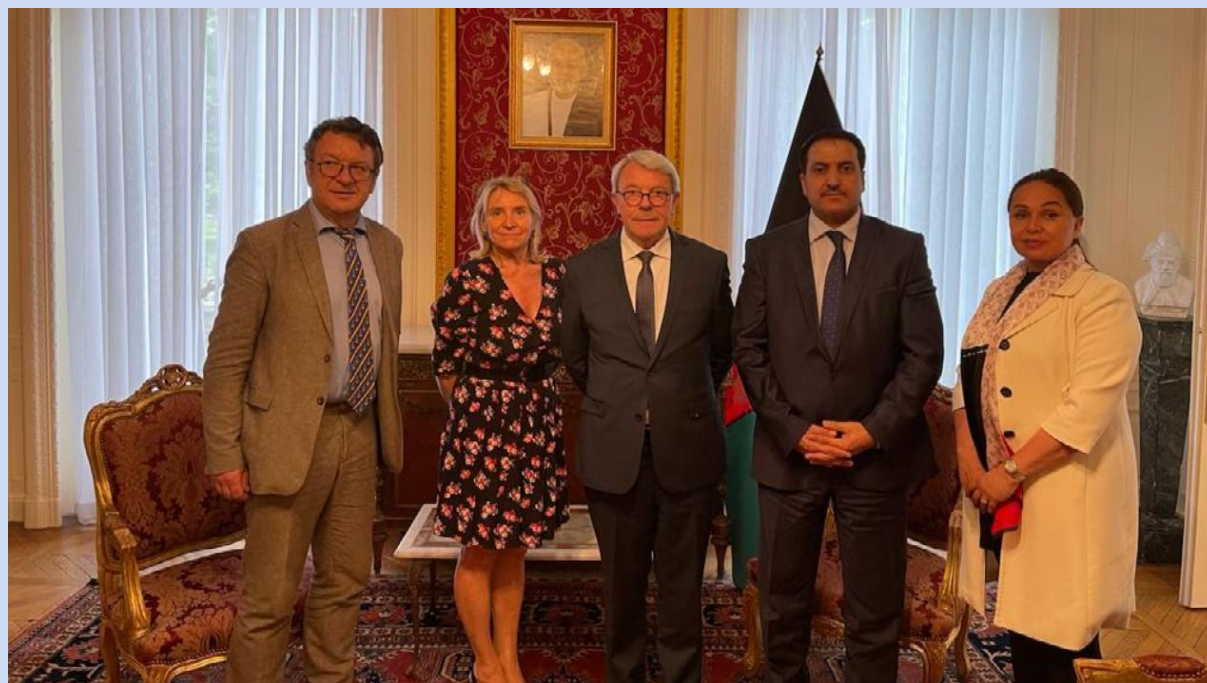
Défendre les « Oubliés du Ségur »

Le jeudi 3 juin 2021, lors de la séance des questions orales, j'ai tenu à obtenir des précisions sur la situation des « Oubliés du Ségur », c'est à dire les personnels de santé qui ne bénéficient pas de la prime de 183 euros instaurée depuis juillet 2020.

J'ai notamment pris les exemples du Haut Pays Bigouden, qui illustrent parfaitement le traitement différent qui a existé entre la fonction publique hospitalière, et les services analogues gérés par le secteur privé non lucratif ou par des collectivités locales. J'ai insisté sur l'importance de rendre les métiers de ce secteur plus attractifs. C'est le Secrétaire d'Etat chargé de l'enfance et de la famille, Adrien Taquet, qui m'a répondu. Il a rappelé que les accords de juillet 2020 avaient permis de créer une « dotation de 200 millions d'euros par an versés par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) » dans le but de revaloriser ces personnels, et a confirmé que les personnels des services de soins infirmiers à domicile des collectivités en bénéficieraient.

Vous pouvez lire ici ma question, ainsi que la réponse du Gouvernement :

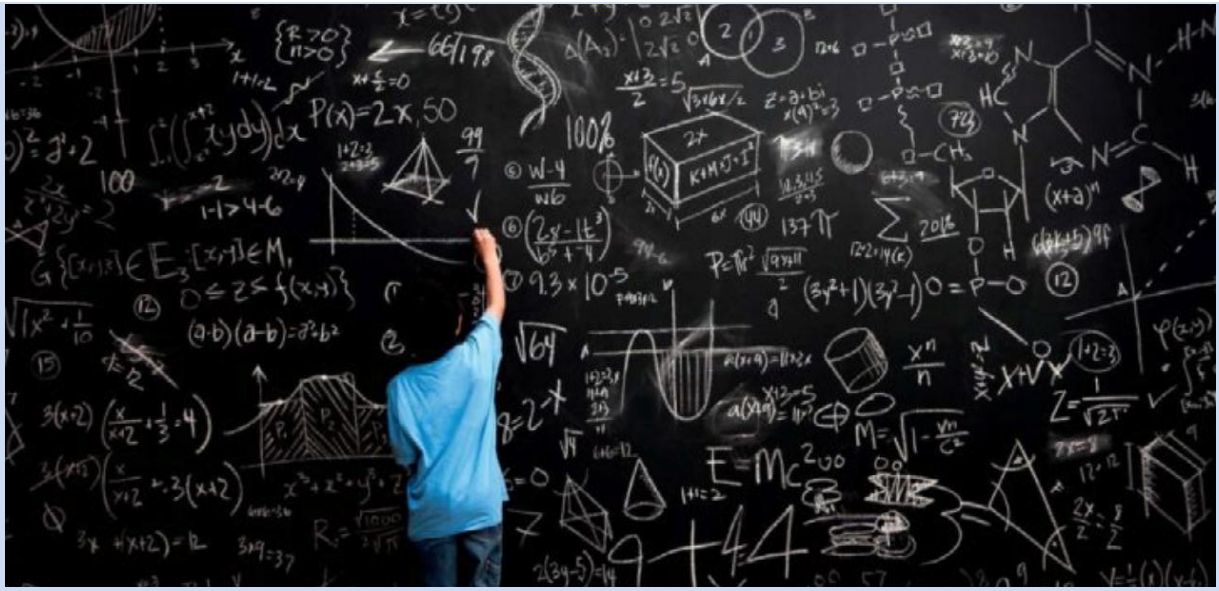
https://www.senat.fr/basile/visio.do?id=qSEQ21041643S&idtable=q397287%7Cq396719%7Cq395660%7Cq392392%7Cq390318%7Cq398913%7Cq398365%7Cq397131%7Cq396343%7Cq396431&_s=14083S&rch=qa&de=19780101&au=20210706&dp=1+an&radio=deau&appr=text&aff=sep&tri=dd&off=0&afd=ppr&afd=pp



Groupe d'Amitié France-Afghanistan

J'ai eu le plaisir d'être convié à l'ambassade d'Afghanistan en France pour rencontrer l'ambassadeur, Monsieur Mohammad Homayoun Azizi. Faisant partie du Groupe d'Amitié France-Afghanistan, présidé par mon collègue du Morbihan Jacques Le Nay, j'ai pu évoquer l'évolution des relations internationales de l'Afghanistan. L'ambassadeur Mohammad Homayoun Azizi m'a fait part de son inquiétude suite au retrait des troupes américaines en Afghanistan. Les Français et Afghans liés aux ONG françaises dans ce pays vont eux aussi être rapatriés. Ainsi, une accentuation de l'instabilité, déjà forte, est à craindre.

L'ambassadeur a aussi évoqué le problème du soutien du Pakistan aux talibans en Afghanistan, ces derniers annonçant être aux portes du pouvoir.



Réagir face à la chute du niveau en mathématiques des élèves français

En ce mois de juin, la commission des finances du Sénat, par la voix de mon collègue de la Meuse et ancien ministre Gérard Longuet, s'est aussi penché sur le problème de la chute du niveau en mathématiques des élèves français. La France se situe en bas des classements internationaux avec seulement 46% des élèves qui ont un niveau satisfaisant en 2019. En 2017, plus de neuf élèves sur dix ont un niveau inférieur ou égal au niveau médian en 1987. La France n'amène que 2% de ses élèves au niveau avancé en mathématiques, alors qu'ils sont en moyenne 11% dans l'OCDE.

Faute de candidats, un nombre croissant de postes sont non pourvus aux concours d'enseignant en mathématiques. Cependant cela ne doit pas se traduire par une diminution du niveau des enseignants.

La revalorisation des salaires des professeurs apparaît certes comme une solution. La prime d'attractivité de 260 millions d'euros concernant 35% des enseignants proposée en 2021 va dans ce sens. Cependant cette revalorisation ne doit pas être la seule solution envisagée. La priorité doit aller à la mise en place d'une formation initiale plus adaptée. Le plan « Mathématiques » proposé à partir de 2019 et jusqu'en 2023 vise à transformer les méthodes d'enseignement en mathématiques. Les moyens dédiés à la formation continue restent insuffisants : rapporté aux 350 000 professeurs des écoles, le budget de formation continue moyen par enseignant est de 87€ annuels. Le Sénat veut mettre fin à la sous-consommation des crédits dédiés à la formation continue.

Retrouvez ici l'essentiel du rapport du Sénat en la matière :

[r20-691-syn.pdf](#)

Taxes pour les loueurs de meublés non professionnels

J'ai également fait part à Monsieur Olivier Dussopt, ministre délégué aux comptes publics, des inquiétudes de nombreux loueurs de meublés non professionnels au regard des taxes auxquelles ils sont susceptibles d'être assujettis. C'est notamment le cas de la taxe d'habitation et de la cotisation foncière des entreprises. Il a demandé à Monsieur Jérôme Fournel, directeur général des Finances publiques et à Monsieur Christophe Pourreau, directeur de la Législation fiscale, de faire le point sur ce dossier et de trouver une solution au plus vite.



EN FINISTÈRE & EN BRETAGNE



- Mardi 4 mai 2021 : 18ème visioconférence avec le Préfet du Finistère pour faire le point sur la situation sanitaire dans le département.

- Samedi 8 mai 2021 : j'assiste aux cérémonies du 8 mai, à Bohars, où le Maire Armel Gourvil et l'équipe municipale ont décidé de baptiser une rue de la Commune du nom du Commandant Kieffer en présence de sa fille Dominique Kieffer, puis à Brest devant le monument aux morts.
- Lundi 10 mai 2021 : je visite l'AFOBAT de Quimper, centre de formation des apprentis du bâtiment à Quimper, avec la députée Annaïg Le Meur, où plus de 700 jeunes sont formés à tous les corps de métiers du bâtiment, ainsi que des adultes en reconversion professionnelle et souhaitant acquérir des compétences en maçonnerie, plâtrerie et carrelage, plomberie, électricité, peinture, couverture et menuiserie.
- Lundi 10 mai 2021 : je participe à une visioconférence consacrée à l'économie circulaire et à la filière animale organisée par le Syndicat des Industries Françaises des Co-produits animaux (SIFCO).
- Mardi 11 mai 2021 : j'assiste aux Rencontres économiques et sociales des filières agricoles, organisées en visioconférence avec le Président de la Chambre d'agriculture de Bretagne et Président de l'Association Bretonne des Entreprises Agroalimentaires.
- Mardi 11 mai 2021 : 3èmes rencontres parlementaires du Transmanche en visioconférence auxquelles j'assiste depuis Quimper et qui ont notamment traité des intérêts des acteurs publics et privés français du Transmanche concernés par le Mécanisme d'interconnexion en Europe (MIE) et la refonte du réseau transeuropéen de transport RTE-T.
- Lundi 17 mai 2021 : réunion en visioconférence dans le cadre du Comité départemental en charge du Plan de Relance.
- Jeudi 20 mai 2021 : je participe au 1er colloque européen sur la nouvelle ruralité, organisé par le Campus The Land. Lors d'un échange consacré à l'Aménagement du territoire et à la revalorisation des bourgs, j'ai apporté mon témoignage d' élu local.
- Jeudi 20 mai 2021 : j'assiste à l'Assemblée Générale de la Mission locale du Pays de Cornouaille à Quimper, avec un long échange que j'ai initié sur la situation des NEET (not in employ, in education, in training).
- Vendredi 21 mai 2021 : réunion de travail par visioconférence autour d'Olivier Dussopt, le Ministre délégué chargé des comptes publics, en déplacement dans le Finistère, et du Préfet du Finistère. Nous échangeons et examinons la situation et les perspectives économiques dans le cadre du Plan de Relance. Nous visitons les locaux des finances publiques à Morlaix qui vont accueillir les agents dans le cadre de la délocalisation d'un service de la région parisienne.
- Vendredi 21 mai 2021 : réunion de présentation par la direction de la mission ferroviaire des Liaisons nouvelles Ouest Bretagne - Pays de la Loire de ce grand projet qui vise à améliorer les liaisons ferroviaires entre Nantes, Rennes et la Bretagne Sud ainsi qu'entre Rennes et Brest.
- Vendredi 21 mai 2021 : dans les locaux de la CCI à Morlaix, le MEDEF du Finistère a convié les parlementaires du département et différents élus à la présentation d'Hemarina, une Start-up morlaisienne, créée par Franck Zal, spécialisée dans les biotechnologies marines qui propose des solutions thérapeutiques pour de nombreuses pathologies de santé humaine.
- Vendredi 21 mai 2021 : inauguration du 47ème magasin de vente de produits français surgelés d'Ecomiam, société quimpéroise créée en 2009 par Daniel Sauvaget et qui devient un partenaire pour trois ans du club de basket de Quimper, les béliers de l'UJAP.
- Mercredi 25 mai 2021 : j'assiste, par visioconférence, à la réunion plénière du Conseil Territorial de Santé de Lorient/Quimperlé.

- Vendredi 28 mai 2021 : je participe, à la Trinité sur Mer, à un débat- échange sur le lien entre pollution plastique et climat, organisé notamment par mon collègue député et ancien navigateur Jimmy Pahun.

- Jeudi 3 juin 2021 : réunion plénière du bureau du Conseil Territorial de Santé du Finistère.

- Vendredi 4 juin 2021 : pose de la première pierre de la future salle d'exposition d'artisans Artipôle dans la zone du grand Guélen à Quimper, qui servira de salle d'exposition pour les professionnels du bois, de la plomberie et du chauffage du Sud-Finistère.

- Samedi 12 juin 2021 : A Moëlan-sur-mer, j'assiste à la 3ème édition du festival BD-Photos qui met en valeur l'auteur finistérien de la série l'épervier, Patrice Pellerin, un véritable artiste dessinateur ayant le souci du détail historique et d'une narration attrayante et Jean-Yves Guillaume, photographe.

- Lundi 14 juin 2021 : je reçois Bosco Dumon, un jeune qui parcourt actuellement la France en vélo dans le cadre de son projet « A portée de roue ». Jusqu'en septembre, cet étudiant d'HEC va à la rencontre d'élus locaux pour échanger sur les compétences octroyées aux collectivités et leurs interactions avec l'État.



- Mardi 15 juin 2021 : je participe au Webinaire organisé par Tech'Event Brest, consacré aux "Scop et Scic, deux outils innovants au service des emplois et du territoire".

- Lundi 21 juin 2021 : avec plusieurs collègues parlementaires, nous rencontrons successivement les syndicats du Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille (CHIC de Quimper), puis le Collectif des professionnels des Urgences, ainsi que la direction de l'Hôpital pour évoquer les difficultés liées aux conditions d'accueil et de prise en charge dans le service des Urgences.

- Lundi 21 juin 2021 : réunion en visioconférence avec l'ADEME, l'Agence de la transition écologique, structure engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources et l'association ABI 29, Association au bénéfice de l'insertion en Finistère.

- Jeudi 24 juin 2021 : Visioconférence suivie de l'Assemblée Générale du Pôle Mer Bretagne Atlantique Assemblée générale suivie de la remise des prix du Blue Challenge 2021 et d'une émission "Blue Innov live" sur le thème de "L'innovation dans tous ses états !"

- Jeudi 24 juin 2021 : je participe à l'accueil de l'Ambassadrice d'Irlande en France, Patricia O' Brien, à l'invitation de Jean Marc Roué, Président de la Brittany Ferries et de la Maire de Roscoff, Odile Thubert Montagne.

- Vendredi 25 juin 2021 : Réunion débat à Bruz près de Rennes, avec les acteurs de la Fédération de l'Hospitalisation Privée de Bretagne et plusieurs autres collègues parlementaires.

- Vendredi 25 juin 2021 : A Landerneau, je visite l'exposition de l'artiste d'origine yougoslave Enki Bilal, invité du fonds Édouard et Hélène Leclerc qui lui consacre une très belle exposition jusqu'à fin août.

- Samedi 26 juin 2021 : Départ du Tour de France à Brest et arrivée à Landerneau avec 23 équipes cyclistes engagées pour une étape 100% finistérienne.



Contacts

Au Sénat

Octave LOIZILLON
Tél. 01.42.34.28.70

À Quimper

Catherine BILIEC & Jean-François LE GOFF
Tél. 02.98.87.84.92